

LE LOGEMENT

LES PRÉVISIONS POUR 1972

[Français]

M. Alexandre Cyr (Gaspé): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

Étant donné que la politique du gouvernement fédéral a énormément contribué à stimuler la construction au Canada en 1971, et que les statistiques de l'année indiquent que ce fut une année sans précédent, l'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il prévoit que l'année 1972 sera encore meilleure?

M. l'Orateur: L'honorable député invite le ministre à exprimer une opinion ou à faire une déclaration qui devrait normalement être faite à l'appel des motions.

* * *

• (3.10 p.m.)

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME D'AIDE AUX PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES—L'EXPLICATION MINISTÉRIELLE—LE CAS DES FERMES DU QUÉBEC ET DES MARITIMES

[Traduction]

M. Jack Murta (Lisgar): J'aimerais demander au ministre de l'Agriculture s'il a des renseignements à fournir à la Chambre concernant les particularités du programme de regroupement des petites fermes comme il l'a exposé dans sa politique visant les petites entreprises agricoles il y a quelques jours.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): La formule générale de ce programme a été communiquée aux députés il y a plusieurs mois. Il est possible que des amendements ou modifications y soient apportés par suite des accords avec les provinces relativement à l'administration du programme. Je dois de nouveau rencontrer les ministres de l'Agriculture en janvier alors que nous espérons pouvoir dresser le plan de l'accord ou même peut-être signer un accord en vue du partage des responsabilités administratives. Pour ce qui est de la façon dont le programme touchera personnellement les cultivateurs, le document remis au député l'expose assez clairement.

M. Horner: N'a-t-on pas changé le mot «*adjustment*» pour «*development*»?

M. Murta: Étant donné les limites de cette politique relative aux petites fermes en ce qui concerne les dimensions de celles-ci, d'après les explications sommaires du ministre, le programme de regroupement sera-t-il appliqué seulement au Québec et dans les provinces Maritimes à ses débuts?

L'hon. M. Olson: Non, monsieur l'Orateur. Il y a de petites fermes dans toutes les parties du Canada, et toutes seront assujetties au programme sur le même pied.

LE PROGRAMME D'AIDE AUX PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES—LA MISE EN ŒUVRE

M. Don Mazankowski (Vegreville): Je voudrais demander au ministre si on a l'intention de légiférer au sujet de la mise en œuvre du programme de regroupement des

petites fermes, ou si ce programme sera réalisé dans le cadre de la politique actuelle.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Les premiers stades vont être réalisés en vertu des pouvoirs que le Parlement nous a déjà accordés en adoptant les budgets de l'an dernier et de cette année.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LA PUBLICATION DU RAPPORT GRAY

M. David MacDonald (Egmont): Il y a six semaines, le premier ministre a déclaré qu'avant une semaine ou dix jours une déclaration serait faite au sujet de la publication de la politique gouvernementale sur les investissements étrangers, de la publication du rapport Gray complet et d'autres études annexes. Puisque nous ne savons toujours pas quand nous pouvons espérer connaître ces documents importants et ces prises de position politiques, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a l'intention de publier ces documents pendant l'intersession?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'ai parlé de cette question à plusieurs reprises depuis ma déclaration d'il y a six semaines. J'ai dit que des difficultés d'ordre pratique avaient retardé la publication de ces documents qui seraient probablement prêts vers la mi-janvier. Nous n'avons pas encore décidé s'il faut rendre ces documents publics à ce moment-là ou bien s'il est préférable d'attendre la rentrée du Parlement, mais je serais reconnaissant à l'honorable député de me donner son avis à ce sujet.

M. Baldwin: Est-ce dans le *Globe and Mail* que nous en prendrons connaissance en premier lieu?

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LE RENVOI DES DOCUMENTS AU COMITÉ—LES ENTRETIENS AVEC L'ONTARIO

M. David MacDonald (Egmont): Comme l'on songe apparemment à interrompre les travaux du Parlement pendant un laps de temps considérable et eu égard à l'importance de ce document, j'aimerais savoir si le gouvernement a envisagé d'autoriser un comité de la Chambre à siéger dans l'intervalle et à examiner ces documents, et je voudrais savoir également si les provinces ont été consultées sur cette question ou si l'on mettra en place un mécanisme qui permettra de consulter valablement les provinces, notamment si l'on considère le rapport adressé récemment au gouvernement de l'Ontario, et qui était accompagné d'une documentation très importante.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): C'est là une suggestion fort constructive. J'en remercie le député. Si le gouvernement juge opportun de rendre public ces documents avant la reprise des travaux de la Chambre, nous pourrions peut-être inviter un certain nombre de ministres à la conférence de presse pour qu'ils soient au courant des décisions que nous comptons prendre. Quant à la seconde partie de la question du député, les provinces ont, bien sûr, été consultées, et cela notamment à l'occasion de la dernière conférence fédérale-provinciale des premiers ministres, au cours de laquelle les provinces ont eu toute latitude d'exposer leurs vues au sujet des inves-